

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES PLO

Sardagne
81490 Saint-Salvy-De-La-Balme

Références : 81-CARMIN-2026-11
Code AIOT : 0006803464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement SAS CARRIERES PLO implanté Le Salès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un suivi de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2024 relatif à l'approfondissement de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES PLO
- Le Salès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006803464

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de granite, située au cœur du massif du Sidobre sur une superficie de 21 ha 75 a 35 ca, est autorisée par arrêté préfectoral du 6 mars 2003 pour une durée de 30 ans, avec une production maximale de 135 000 tonnes par an.

Cette autorisation a été prolongée de 10 ans, soit jusqu'au 5 mars 2043, par arrêté préfectoral du 9 septembre 2024, intégrant un approfondissement de la carrière ainsi qu'une modification de la hauteur des fronts d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	AP Complémentaire du 09/09/2024, article 1	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 09/09/2024, article 2	Sans objet
4	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article PN8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a relevé aucune non-conformité.

La carrière est entretenue, sécurisée, et organisée par secteurs d'activité (zone d'extraction, zone de stockage, ateliers, bureaux, base de vie et aires de stationnement).

L'inspection a porté sur le suivi géologique du site.

La carrière était en activité le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• L'extraction est limitée à la cote 455 m NGF ;• En vue de maintenir une emprise de carreau suffisamment importante pour assurer l'exploitation en toute sécurité (ateliers de découpe, mouvements des engins), la hauteur maximale des fronts de taille inférieurs côté Est, Sud et Ouest en partie Sud de la faille est portée à 30 mètres. <p>Des relevés géologiques, seront réalisés dès apparition de nouvelles failles lors de l'abattage, sur tous les fronts de taille, et particulièrement sur les fronts Ouest très fracturés, et Nord-Ouest à proximité de la faille majeure.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'approfondissement de l'exploitation du gisement de granite, inscrit dans le cadre du phasage APC 2024, prévoit une extraction en profondeur jusqu'à la cote 455 m NGF, avec une échéance d'autorisation fixée à mars 2043. Ce projet est actuellement en cours de mise en œuvre.</p> <p>À ce jour, la cote d'exploitation atteint 480 m NGF. Les hauteurs de fronts varient entre 15 et 30 mètres, afin de préserver une emprise de carreau suffisante pour assurer la continuité des opérations.</p> <p>La production de matériaux pour l'année 2025 s'élève à 82 000 tonnes.</p> <p>Par ailleurs, des relevés géologiques ont mis en évidence, dans la partie nord du site, la présence de failles souterraines susceptibles d'impacter localement la stabilité, notamment au niveau d'une zone de stockage de stériles située hors du périmètre d'extraction.</p> <p>La zone a été débarrassée des stériles et, afin de sécuriser ce secteur, plusieurs scénarios sont actuellement à l'étude (bureau d'études).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera l'Inspection des installations classées au moyen d'un porter à connaissance, détaillant les dispositions retenues ainsi que le scénario choisi pour la mise en sécurité de la zone localisée au nord du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan présenté par l'exploitant, établi en janvier 2026, intègre l'ensemble des éléments requis par l'article précité, notamment les cotes, les bords de fouille et les limites du périmètre...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, le réaménagement étant coordonné à l'exploitation.
Constats : La carrière présente une configuration encaissée et se situe actuellement dans sa quatrième phase d'exploitation (du 7 mars 2002 au 6 mars 2027), le phasage autorisé est respecté. L'extraction est concentrée sur la zone Sud, tandis que la partie Nord fait l'objet d'opérations de dégagement des surfaces en vue de faciliter l'exploitation. Ces deux secteurs sont abaissés de manière concomitante. Le fond de fosse atteint actuellement la cote 479 m NGF, l'extraction étant autorisée jusqu'à la cote 455 m NGF. Le carreau est bien structuré et entretenu, l'ensemble des activités y est clairement identifiable et observable simultanément (débiteuse pour la découpe verticale, machine à fil pour le sciage horizontal, gailleuse pour les opérations de perforation, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions et des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article PN8
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.
Constats : La carrière est située en contrebas, ce qui favorise une interception naturelle des eaux pluviales. Un bassin de décantation sécurisé d'environ 1 600 m ³ (cote 477,80 NGF) est aménagé à l'ouest du site. Il permet de collecter les eaux de ruissellement issues du carreau de la carrière. Ces eaux sont ensuite recyclées en circuit fermé et réutilisées pour l'abattage des poussières ainsi que pour les opérations de découpe du granite. Elles sont également mobilisées pour l'arrosage des pistes en période sèche. Le volume stocké couvre les besoins de l'exploitation, y compris en période de sécheresse. Le système est équipé d'une pompe de relevage alimentant, via un réseau de canalisations, les équipements de sciage. En conditions sèches et/ou venteuses, les pistes font l'objet d'un arrosage à l'aide d'une tonne à lisier. L'inspection a relevé que l'accès à la carrière depuis la route départementale est maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite